



DEUXIÈME PARTIE

Agriculture,
sécurité alimentaire
et innovations
énergétiques

5. Tendances globales, dynamiques locales : l'agriculture industrielle, l'agroécologie et les voies vers la durabilité au Burkina Faso

Luca Percalli

Abstract

Agriculture holds enormous potential to support efforts aimed at addressing some of the most pressing global challenges. It is becoming increasingly clear, however, that the only way to unlock this potential is to make agricultural and food systems more sustainable. In recent years, several approaches have been proposed, and among them agroecology has attracted growing interest. The importance of a sustainable transition in agriculture appears even more evident in countries such as Burkina Faso, where agriculture plays a key role in ensuring local food and economic security, while at the same time the sector must contend with complex environmental conditions. The aim of this chapter is to help clarify whether, in light of these particular local circumstances, agroecology can represent a viable tool for enabling Burkina Faso to progress towards agricultural sustainability and greater food security.

Keywords: Africa; Agroecology; Burkina Faso; Food security; Sustainable agriculture

Introduction

À l'heure actuelle, l'humanité est confrontée à une série de défis d'une complexité sans précédent : changement climatique, catastrophes naturelles, dégradation environnementale, faim, maladies transmissibles et non transmissibles, pauvreté extrême. Ces phénomènes sont profondément interconnectés et ne peuvent être abordés séparément (Altieri et Nicholls, 2020). Dans ce contexte, des notions telles que l'« approche intégrée » et la « durabilité » ont acquis une importance croissante. C'est notamment dans cette perspective que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies a adopté en 2015 l'Agenda 2030 pour le développement durable. Celui-ci reconnaît non seulement l'ampleur et l'interdépendance des défis contemporains, mais affirme également la nécessité d'une action collective visant à construire un monde plus durable (ONU, 2015).

L'agriculture occupe une place centrale dans ces enjeux. Par sa nature multifonctionnelle, elle joue un rôle déterminant dans les sociétés humaines (Pretty, 2008). Elle constitue à la fois une activité économique fondamentale, capable d'influencer de nombreux domaines de la vie sociale, et un point d'articulation essentiel entre systèmes humains et systèmes naturels. De ce fait, les formes que prennent les systèmes agricoles influencent directement l'état de santé de la planète et les conditions de vie des populations.

Pour cette raison, l'agriculture possède un potentiel considérable pour contribuer à atténuer – voire à résoudre – certaines des urgences contemporaines. La réalisation de ce

potentiel dépend toutefois largement de la manière dont elle est conçue et pratiquée. La question de la durabilité apparaît ici centrale. Des systèmes agricoles durables peuvent contribuer à répondre aux défis environnementaux et sociaux actuels ; à l'inverse, des systèmes non durables risquent d'aggraver les problèmes existants. Or, comme le soulignent de nombreux travaux, l'agriculture contemporaine présente précisément ce type de contradictions. Si la nécessité d'une transition vers des modèles plus durables est largement reconnue, les voies pour y parvenir demeurent débattues. Des visions concurrentes s'affrontent pour définir l'avenir de l'agriculture et du système alimentaire mondial (Wezel *et al.*, 2015). Dans ce contexte, l'agroécologie suscite depuis quelques années une attention croissante en tant que possible alternative.

Cette question revêt une importance particulière dans les pays en développement. C'est en effet dans ces contextes que la faim et la pauvreté extrême demeurent les plus répandues, que les effets du changement climatique et de la dégradation environnementale se révèlent les plus sévères et que les populations dépendent le plus directement de l'agriculture pour leur subsistance. Cette observation est particulièrement pertinente dans le cas du Burkina Faso, où les communautés rurales doivent en outre composer avec un environnement naturel fragile.

À partir de publications scientifiques, de documents institutionnels et de sources issues de la littérature grise, ce chapitre propose une réflexion sur l'état actuel et les perspectives de l'agriculture et de la sécurité alimentaire au Burkina Faso. Dans un premier temps, les caractéristiques agronomiques, environnementales et socio-économiques du pays seront examinées. Nous reviendrons ensuite brièvement sur l'évolution récente du système alimentaire mondial et sur l'émergence de l'agroécologie afin de situer le cas burkinabè dans un cadre plus large. Enfin, les politiques agricoles du Burkina Faso et le développement de l'agroécologie dans le pays seront analysés. L'objectif est d'évaluer dans quelle mesure l'agroécologie peut constituer un levier pertinent pour promouvoir une agriculture plus durable et renforcer la sécurité alimentaire.

1. Fragilités structurelles et dynamiques contradictoires : agriculture et sécurité alimentaire au Burkina Faso

Le Burkina Faso est un pays enclavé d'Afrique de l'Ouest sahélienne, situé aux marges du Sahara, d'une superficie de 274 200 km² et caractérisé par un climat semi-aride. Comme nombre de ses voisins, il demeure majoritairement rural. Malgré une urbanisation croissante, la majorité de la population vit dans les zones rurales et le secteur primaire continue de jouer un rôle central dans l'économie nationale (Yeboua, 2025). Dans ce contexte, aux côtés de l'extraction minière et du pastoralisme, l'agriculture occupe une place déterminante. Bien que son poids relatif ait diminué ces dernières années, elle représente encore 17,4 % du produit intérieur brut et emploie 31,4 % de la population active (FAO, 2025). L'activité agricole constitue ainsi un pilier essentiel du développement économique et de la sécurité alimentaire du pays.

Malgré cette importance, la faim et la malnutrition demeurent largement répandues. Selon les estimations disponibles, 13,1 % de la population – soit plus de trois millions de personnes – souffre de sous-alimentation, tandis que 41,4 % se trouve en situation d'insécurité alimentaire (FAO *et al.*, 2025). La situation s'est encore détériorée ces dernières années sous l'effet de plusieurs dynamiques convergentes : instabilité politique, insécurité croissante,

pandémie de Covid-19 et répercussions de la guerre en Ukraine. Ces facteurs ont contribué à la multiplication des crises alimentaires et des urgences humanitaires (FEWS NET, 2025).

Le paysage agricole burkinabè est largement dominé par de petites exploitations familiales — qui représentent 72 % de l'ensemble des exploitations agricoles du pays — et se caractérise par une production relativement diversifiée, combinant cultures de rente et cultures vivrières et s'intégrant de plus en plus à l'élevage ainsi qu'à la collecte de produits forestiers non ligneux (Derras, 2019). Il convient également de noter que, bien que les cultures de rente constituent une composante essentielle des exportations nationales et jouent donc un rôle clé dans l'économie, la majorité des petites exploitations agricoles produit des denrées alimentaires principalement destinées à la consommation intérieure et qui sont, par conséquent, essentielles à la sécurité économique et alimentaire des communautés locales. Cela est d'autant plus vrai que les populations rurales — qui, comme indiqué précédemment, constituent la majorité de la population — dépendent fortement de l'agriculture, à la fois comme source de revenus et comme source de nourriture, pour satisfaire leurs besoins alimentaires. En ce sens, l'agriculture apparaît indéniablement comme un important facteur de résilience. Toutefois, le secteur est également confronté à un ensemble de difficultés et de contradictions qui le rendent particulièrement vulnérable.

En premier lieu, l'agriculture doit faire face à des contraintes environnementales et socio-économiques importantes. D'une part, comme la plupart des pays sahéliens, le Burkina Faso se caractérise par un climat difficile qui se reflète dans son environnement naturel. Les températures annuelles moyennes sont élevées, tandis que les précipitations sont faibles et extrêmement irrégulières dans l'espace et dans le temps. Il en résulte un environnement chaud et aride, marqué par une longue saison sèche et une saison humide relativement courte, par des sols fortement dégradés et par une pénurie d'eau généralisée. En outre, le climat sahélien peut être défini comme un climat « d'extrêmes », dans la mesure où la région est fréquemment affectée par des événements météorologiques tels que des sécheresses, des inondations et des vagues de chaleur (Abouka *et al.*, 2019). La situation au Burkina Faso est encore aggravée par les effets du changement climatique qui, selon la plupart des modèles prévisionnels, devraient entraîner une augmentation des températures, une disponibilité réduite en eau, des régimes saisonniers de plus en plus incertains et une fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes (Cepero *et al.*, 2021).

D'autre part, l'exploitation agricole moyenne au Burkina Faso est peu équipée, tant sur le plan financier que technique, pour faire face aux difficultés liées à un environnement aussi complexe. Les petits agriculteurs, par exemple, disposent d'un accès très limité aux technologies modernes et aux systèmes d'irrigation ; les récoltes restent donc largement dépendantes des outils manuels et des pluies (Tapsoba, 2020). Il en résulte que la productivité agricole demeure relativement faible et que le risque de pertes de récoltes reste élevé.

En second lieu, le secteur agricole a été fortement influencé par les profondes faiblesses économiques et institutionnelles de l'appareil étatique. Des budgets publics extrêmement limités et des niveaux d'endettement très élevés se sont historiquement traduits par une capacité restreinte de l'État à investir dans les activités économiques et les services publics (notamment les systèmes de protection sociale), ainsi que par une forte dépendance à l'égard de l'aide extérieure et des marchés internationaux. Cette situation

a eu des conséquences significatives sur les politiques agricoles. La nécessité d'obtenir des devises et de rembourser les emprunts extérieurs a poussé les autorités publiques à miser largement sur les cultures de rente. L'exportation du coton et de quelques autres cultures commerciales s'est effectivement révélée être l'un des principaux moteurs de l'économie nationale, mais cela a eu un coût : le pays s'est retrouvé encore plus dépendant des marchés internationaux. En outre, en raison des ressources financières limitées dont disposait l'État, le soutien spécifique accordé par les autorités publiques aux producteurs de cultures commerciales — qui s'est notamment traduit par des facilités de crédit et des subventions publiques — s'est largement fait au détriment des petits agriculteurs familiaux produisant des cultures vivrières. L'incapacité qui en résulte pour la majorité des petits agriculteurs d'investir dans leurs exploitations constitue l'une des principales causes de la faible productivité agricole, laquelle compromet à son tour la capacité de la production nationale à satisfaire les besoins alimentaires. En d'autres termes, l'incapacité de l'État à soutenir à la fois les producteurs de cultures de rente et ceux de cultures vivrières — combinée à une redistribution insuffisante des richesses par le biais des services publics et des systèmes de protection sociale, en particulier dans les zones rurales — a fini par alimenter une contradiction interne au secteur agricole lui-même, opposant de fait les recettes tirées des exportations à la sécurité alimentaire.

Des rendements agricoles insuffisants impliquent également une nécessité accrue d'importer des denrées alimentaires. Cela constitue un problème majeur pour des pays comme le Burkina Faso qui, depuis la fin des années 1990, est devenu un importateur net de produits alimentaires (FAO, 2003). Plus un État dépend des importations alimentaires, plus sa sécurité alimentaire nationale est exposée à la volatilité des marchés internationaux. La situation est encore aggravée par le fait que le soutien institutionnel accordé aux producteurs de cultures de rente s'est généralement traduit par la fourniture d'intrants synthétiques et d'autres équipements que le Burkina Faso doit importer, renforçant ainsi davantage la dépendance du pays à l'égard des marchés internationaux et, paradoxalement, la nécessité d'exporter des cultures commerciales.

À bien des égards, les politiques agricoles burkinabè semblent donc enfermées dans une dynamique auto-entretenu. Dans l'ensemble, les dynamiques contradictoires qui traversent le secteur agricole, combinées aux fragilités structurelles d'ordre environnemental et socio-économique qui pèsent sur le pays, mettent sérieusement à l'épreuve les perspectives économiques et la sécurité alimentaire, tant au niveau national qu'au niveau local. Les origines de cette situation problématique peuvent être attribuées, au moins en partie, au modèle agricole traditionnellement adopté par les autorités publiques burkinabè — un modèle inspiré de la « Révolution verte » qui, comme le soulignent de nombreux experts, a révélé de nombreuses limites et s'avère surtout mal adapté aux réalités environnementales et socio-économiques locales (IPES-Food, 2020). Pour cette raison, un nombre croissant d'individus et d'organisations ont commencé à réclamer un changement radical vers des cadres de référence plus durables et mieux adaptés au contexte local. Ces revendications dépassent largement les frontières du Burkina Faso et, à l'instar du modèle de la Révolution verte lui-même, s'inscrivent dans une histoire relativement longue.

2. La nécessité de changer de cap. Les failles du système alimentaire et l'émergence de l'agroécologie

La manière dont l'agriculture est conçue et pratiquée aujourd'hui est largement le résultat de la trajectoire empruntée au cours des soixante-dix dernières années pour « nourrir le monde ». En raison de sa fonction essentielle de production alimentaire, l'agriculture est devenue un pilier central du système alimentaire mondial. Par conséquent, l'évolution de la première est indissociable du développement du second.

Les origines de ce binôme remontent à l'après-Seconde Guerre mondiale. À cette époque, l'un des principaux défis mondiaux résidait dans la nécessité de nourrir une population en rapide croissance. Dans un contexte marqué par une faim généralisée, une faible productivité agricole et une conscience écologique limitée, le problème de l'augmentation de la demande alimentaire fut abordé par une solution simple et directe : la production agricole devait croître davantage et plus rapidement, afin de mettre à disposition une plus grande quantité de nourriture. Une telle solution impliquait toutefois une interprétation relativement étroite des concepts d'agriculture et de faim¹. La première était essentiellement réduite à son rôle de pourvoyeuse de nourriture ; la seconde était envisagée comme un problème purement quantitatif, comme un « désajustement entre l'offre et la demande » (De Schutter, 2017: 3).

Depuis lors, les systèmes agricoles ont été fondamentalement construits autour d'une approche productiviste, enracinée dans une profonde confiance dans le développement économique et le progrès technologique. L'instrument clé pour rendre cette stratégie opérationnelle fut identifié dans une combinaison d'innovations technologiques et de politiques publiques. Sur le terrain, l'agriculture s'est caractérisée par un recours massif à la mécanisation et aux engrais et pesticides de synthèse, par la diffusion des systèmes d'irrigation et des variétés végétales à haut rendement, ainsi que par l'adoption de monocultures sur des superficies toujours plus vastes de terres cultivables. Émergé dans les pays industrialisés, ce nouveau modèle commença à être appliqué en Amérique latine et en Asie du Sud à partir du milieu des années 1960 — grâce au lancement de la dite Révolution verte — avant de se diffuser rapidement à l'échelle mondiale. Dès lors, tout était en place pour que les différentes régions du monde s'engagent dans un processus de spécialisation productive, une dynamique encouragée par ce modèle afin d'exploiter les « avantages comparatifs ». Parallèlement, le commerce agricole commença progressivement à se développer, les chaînes d'approvisionnement s'allongèrent et certaines grandes entreprises transnationales acquirent un contrôle de plus en plus étroit sur la production alimentaire et les circuits de distribution. L'agriculture industrielle était ainsi née. Ces tendances se renforcèrent encore à partir des années 1980, lorsque l'orientation des politiques publiques, tant au niveau national qu'international, passa rapidement de la régu-

¹ En 1996, le Sommet mondial de l'alimentation a défini la sécurité alimentaire comme une situation dans laquelle « toutes les personnes, à tout moment, ont un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie active et saine » (FAO, 1996). Il en découle que la quantité de nourriture disponible dans le monde ne constitue que l'une des conditions nécessaires à la réalisation de la sécurité alimentaire. À ce jour, l'opinion dominante est que la sécurité alimentaire repose sur quatre piliers : la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité.

lation et du soutien à la production à la déréglementation et à la libéralisation (FAO, 2003 ; Winders, 2011). Naturellement, cela ne signifie pas que l'agriculture ait été complètement homogénéisée depuis lors. Les systèmes agricoles demeurent en effet relativement hétérogènes à l'échelle mondiale (Sumberg et Giller, 2022). Néanmoins, le modèle industriel est progressivement devenu le cadre de référence pour la majorité des politiques, des stratégies et des plans d'investissement des principaux acteurs publics et privés à l'échelle internationale, façonnant profondément le secteur agricole. Le fait qu'environ 80 % des terres cultivées dans le monde soient consacrées à des monocultures en constitue un exemple particulièrement révélateur (Altieri *et al.*, 2015).

Au fil du temps, il est devenu de plus en plus évident que les bénéfices apportés par l'agriculture industrielle et le système alimentaire qui lui est associé ont été largement contrebalancés par un nombre considérable de limites et d'effets collatéraux préoccupants. Bien que l'augmentation massive de la production agricole mondiale ait contribué à une baisse des prix des denrées alimentaires et à une réduction significative de la faim et de la malnutrition à l'échelle mondiale, l'absence de prise en compte de toutes les dimensions de la sécurité alimentaire — combinée à d'importantes disparités régionales en matière de productivité — a fortement compromis la possibilité d'éradiquer la faim (De Schutter, 2011 ; Pretty, 2008). L'utilisation massive de monocultures, d'intrants de synthèse et de technologies alimentées par des combustibles fossiles a mis à rude épreuve les environnements naturels, entraînant une perte de biodiversité et des services écosystémiques associés, favorisant la dégradation des sols ainsi que la pollution de l'eau et de l'air, et contribuant de manière significative au changement climatique. De cette manière, l'agriculture est devenue l'un des principaux facteurs poussant le « système Terre à dépasser les limites planétaires » (Campbell *et al.*, 2017). En outre, les technologies introduites par la Révolution verte, la spécialisation productive et les tendances à la libéralisation ont contribué à accroître les inégalités entre grands et petits producteurs, ainsi qu'entre pays développés et pays en développement. Tandis que les acteurs les plus puissants et les mieux dotés en ressources se trouvaient en position favorable pour tirer profit d'un modèle à forte intensité de capital et orienté vers le marché, les acteurs plus faibles et disposant de ressources limitées ne l'étaient pas. En particulier, en raison du manque de moyens et de diverses autres vulnérabilités, des millions de petits agriculteurs n'ont pas été en mesure d'accéder aux nouvelles technologies ni de concurrencer efficacement sur les marchés et sont ainsi restés largement en marge, aux côtés de nombreux pays en développement fortement endettés et dépendants des exportations de matières premières.

Avec le temps, la prise de conscience des failles du système agricole et alimentaire actuel, conjuguée à l'acceptation croissante de la nécessité de s'orienter vers un développement plus durable, a fait émerger un large consensus quant à la nécessité de changer de cap. Les modalités concrètes permettant de construire des systèmes agricoles et alimentaires plus durables demeurent toutefois sujettes à débat, et des approches concurrentes continuent de s'affronter afin de déterminer la meilleure voie à suivre. Parmi celles-ci, l'agroécologie a récemment acquis une importance croissante. L'approche agroécologique a fait l'objet d'un nombre croissant de publications scientifiques et a inspiré les projets de développement de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG). Le concept a également trouvé sa place dans les documents politiques, les stratégies et les plans d'action d'agences internationales, de groupes d'experts et même de gouvernements, qui en ont officiellement reconnu la valeur (Wezel *et al.*, 2020).

Il convient toutefois de souligner que, bien que la reconnaissance internationale de l'agroécologie soit relativement récente, celle-ci circule en réalité depuis longtemps. Comme le suggère son nom, l'agroécologie est née en tant que discipline scientifique issue de la convergence entre l'agronomie et l'écologie. Ce que le nom ne suggère pas, toutefois, c'est que l'agroécologie est bien plus que cela. Depuis que le terme a été utilisé pour la première fois par l'agronome russe Basil M. Bentsin en 1928, la science agroécologique a progressivement intégré des éléments provenant d'autres sciences naturelles, telles que la botanique et la zoologie. Par la suite, en intégrant les perspectives et les apports de disciplines telles que l'anthropologie et les études du développement, l'agroécologie s'est également étendue au champ des sciences sociales (Hecht, 1996 ; Wezel *et al.*, 2009). Parallèlement, entre les années 1970 et 1980, l'agroécologie a commencé à se diffuser dans plusieurs pays — notamment en Amérique latine — grâce au soutien de mouvements environnementalistes et paysans ainsi que de millions de petits agriculteurs, qui l'ont adoptée comme une « forme de résistance » à la Révolution verte et comme un outil permettant d'améliorer les pratiques agricoles traditionnelles (Gliessman, 2018, p. 599 ; Holt-Giménez et Altieri, 2012). Depuis lors, l'agroécologie a commencé à être comprise non seulement comme une science, mais aussi comme un mouvement et comme un ensemble de pratiques.

Aujourd'hui encore, il n'existe pas de définition unique et universellement acceptée de l'agroécologie. Néanmoins, à la lumière de l'interaction constante entre une science en expansion, un mouvement social pluriel et un vaste ensemble de pratiques agricoles, l'agroécologie contemporaine peut être comprise comme une approche holistique et intégrée visant à traiter une multiplicité de questions à différentes échelles afin de promouvoir des systèmes agricoles et alimentaires durables. En d'autres termes, en reconnaissant l'insoutenable des modes actuels de production, de transformation, de transport, de distribution et de consommation des aliments, l'agroécologie vise à atteindre la durabilité environnementale, économique et sociale en repensant l'ensemble du système alimentaire, « de la ferme à la table » (Gliessman, 2016, p. 187). Pour ce faire, soutiennent les agroécologues, le point de départ nécessaire réside dans la réorganisation et l'amélioration des systèmes agricoles. À ce niveau — celui du champ — l'élément clé consiste à permettre aux agroécosystèmes d'imiter la nature, en devenant plus diversifiés et, par conséquent, plus efficaces. Concrètement, grâce à l'application d'un ensemble varié de pratiques — parmi lesquelles l'agroforesterie, l'intégration cultures-élevage, la gestion intégrée des nutriments, les techniques de conservation des sols et de l'eau, l'utilisation de compost organique, les polycultures, les rotations culturales et la collecte des eaux de pluie — les agroécosystèmes devraient être en mesure de tirer parti d'une série de principes écologiques — diversité, synergie, efficacité et recyclage — et d'atteindre ainsi des niveaux élevés d'efficacité tout en fournissant de précieux services écosystémiques (Altieri, 2002).

Au fil des années, des centaines de projets et d'expériences ont démontré les bénéfices de cette approche. Dans de nombreux cas, l'application des principes agroécologiques a effectivement permis aux systèmes agricoles de générer des productions plus abondantes, plus régulières et plus diversifiées, tout en favorisant la restauration, la conservation et l'utilisation efficace des ressources naturelles — en particulier l'eau et les sols — et en rendant les systèmes globalement plus résistants aux maladies, aux ravageurs et aux événements météorologiques extrêmes. Ces évolutions ont également eu d'importantes retombées sur le plan socio-économique. Bénéficiant d'une production alimentaire plus abondante et diversifiée, d'une moindre dépendance vis-à-vis d'intrants externes coûteux et d'une exposi-

tion réduite aux effets d'événements environnementaux défavorables, les agriculteurs et les communautés locales ont atteint des niveaux plus élevés d'autonomie, de résilience et de sécurité alimentaire (Altieri *et al.*, 2018 ; 2020). Étant donné que l'agroécologie repose sur une compréhension approfondie des écosystèmes et des processus naturels plutôt que sur d'importants investissements financiers, ces bénéfices en font une option particulièrement intéressante. Cela apparaît d'autant plus pertinent dans le cas de pays comme le Burkina Faso, où une forte dépendance à l'égard de l'agriculture va généralement de pair avec des niveaux élevés d'insécurité alimentaire et des moyens limités pour faire face aux effets négatifs des chocs économiques et environnementaux. Comme le soulignent les agroécologues eux-mêmes, toutefois, la clé d'une mise en œuvre efficace de l'agroécologie réside dans l'adaptation de ses principes et de ses pratiques aux spécificités du contexte local.

3. Une alternative pertinente ? L'agroécologie au Burkina Faso

À partir des années 1960, les autorités burkinabè ont orienté leurs politiques publiques selon le modèle de l'agriculture industrielle. Dans le sillage des tendances globales plus larges, peu après la proclamation de l'indépendance vis-à-vis de la France — l'ancienne puissance coloniale — en 1960, les politiques agricoles et les stratégies de développement du pays ont commencé à se concentrer sur la nécessité d'accroître la productivité agricole par les méthodes de la Révolution verte, dans le but d'augmenter la production de cultures vivrières et de rente afin de satisfaire les besoins alimentaires nationaux et d'accroître les recettes d'exportation. Comme dans la plupart des États d'Afrique de l'Ouest, le modèle de la Révolution verte a trouvé un terrain favorable au Burkina Faso en raison du paradigme de développement économique hérité de la domination coloniale française — fondé principalement sur les monocultures et l'exportation de matières premières — et s'est ensuite renforcé davantage au cours des années 1990, lorsqu'une nouvelle vague mondiale de libéralisation, conjuguée aux Programmes d'ajustement structurel promus par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, a contraint le gouvernement burkinabè à un désengagement drastique du secteur agricole et à l'ouverture de celui-ci à la libre concurrence (Derras, 2019). Le démantèlement qui s'ensuit des mécanismes de soutien aux prix et à la production, la suppression des services de conseil et d'assistance technique ainsi que la levée des barrières commerciales ont eu un impact dramatique sur la production agricole et sur la sécurité économique et alimentaire nationale, rendant le pays encore plus dépendant des exportations de cultures commerciales et des importations de denrées alimentaires et d'intrants de synthèse. C'est précisément à partir de cette période que le Burkina Faso est devenu un importateur net de produits alimentaires.

Au début des années 2000, après une décennie de désintérêt global relatif à l'égard de l'agriculture — tant de la part des grands acteurs publics que privés — une préoccupation renouvelée pour la faim et la pauvreté mondiales s'est combinée aux effets dévastateurs de la crise financière de 2007-2008, ramenant le secteur agricole au centre de l'agenda international. Soutenues par une forte augmentation des investissements, les initiatives consacrées à l'agriculture et au développement rural se sont rapidement multipliées. Au Burkina Faso, comme dans de nombreux pays africains, cette dynamique a ouvert la voie au lancement de nouvelles politiques agricoles et à l'arrivée d'importants capitaux étrangers, permettant parallèlement aux institutions étatiques de retrouver un certain rôle au sein du secteur agricole (IPES-Food, 2020).

Le cadre de référence est toutefois resté largement inchangé. En partie en raison de la réémergence d'un discours néo-malthusien parmi les principaux acteurs publics et privés internationaux — fondé, une fois encore, sur l'idée selon laquelle la croissance de la population mondiale nécessiterait une augmentation drastique de la production agricole et alimentaire par le lancement d'une « nouvelle Révolution verte » (De Schutter, 2017 ; Holt-Giménez et Altieri, 2012) — le Burkina Faso a continué à suivre une approche productiviste, techniciste et orientée vers le marché. Cela ressort clairement des principaux documents stratégiques adoptés au cours des vingt dernières années. De la *Stratégie de développement rural* (2004) au *Plan national de développement économique et social 2* (2021), le décideur public s'est constamment engagé à renforcer le secteur agricole au moyen d'une combinaison d'initiatives techniques (intrants de synthèse, mécanisation, irrigation, cultures transgéniques) et commerciales (exportations, partenariats public-privé, « agropoles ») (Burkina Faso, 2004 ; 2021). Le problème est que, ce faisant, les politiques publiques sont restées fondamentalement déconnectées de la réalité du terrain, où des millions d'agriculteurs dépourvus de moyens et confrontés à d'énormes défis environnementaux continuent de symboliser la nécessité de stratégies plus équitables sur le plan social et plus respectueuses de l'environnement.

S'il est vrai que les stratégies nationales semblent encore largement ancrées dans une approche inspirée de la Révolution verte, il n'en demeure pas moins que quelque chose a récemment commencé à évoluer. Au cours des quinze dernières années, la question de la durabilité a progressivement été intégrée dans de nombreux documents politiques, qui ont explicitement reconnu les ressources locales, l'agriculture familiale et les pratiques agricoles durables comme des atouts stratégiques (Milhorange *et al.*, 2025). C'est dans ce contexte qu'en 2015 un document officiel burkinabè a fait pour la première fois référence à l'agroécologie. Et c'est également dans ce contexte qu'à partir de cette même année l'agroécologie a commencé à gagner du terrain au sein des cercles politiques.

Ce n'est toutefois pas la première fois que ce concept apparaît dans l'agenda politique du pays. L'agroécologie avait en effet déjà été « découverte » par les responsables politiques burkinabè à la fin des années 1980, lorsque le président de l'époque, Thomas Sankara, s'intéressa au travail de Pierre Rabhi — l'un des pères fondateurs de la discipline, alors engagé dans la diffusion des approches écologiques dans le nord du Burkina Faso — et entrevit dans la méthode agroécologique un moyen de renforcer l'autonomie des paysans face aux grandes entreprises agroalimentaires et la souveraineté alimentaire (Milhorange *et al.*, 2025). Lorsque, en 1987, Sankara fut renversé et assassiné dans le cadre d'un coup d'État dirigé par Blaise Compaoré, l'agroécologie disparut avec lui.

Il est difficile de dire si cette fois la discipline connaîtra un destin plus durable. Ce qui est certain, c'est qu'au cours des dix dernières années le concept ne s'est pas contenté d'alimenter les débats, mais a également fait l'objet d'un lent processus d'intégration institutionnelle, culminant en janvier 2023 avec le lancement de la *Stratégie nationale de développement de l'agroécologie*, une stratégie conçue explicitement pour « aider le pays à s'engager dans l'intensification agroécologique » (Burkina Faso, 2023). Ce processus apparaît d'autant plus significatif que son origine ne peut être attribuée uniquement à un dialogue interne aux institutions burkinabè, mais qu'il a également été marqué par de fortes pressions provenant à la fois d'en haut et d'en bas. D'une part, l'émergence d'un contexte international plus favorable à l'agroécologie et le lancement d'initiatives visant à promouvoir sa diffusion — telles que le Programme régional pour l'agroécologie adopté

en 2018 par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) — ont sans aucun doute joué un rôle déterminant. D'autre part, l'institutionnalisation de l'agroécologie a également été le reflet des demandes de changement émanant de la société burkinabè, qui au cours des vingt dernières années se sont cristallisées dans une coalition d'acteurs hétérogène mais de plus en plus influente, composée d'organisations de consommateurs et de producteurs, d'associations environnementales et de défense des droits humains, ainsi que d'institutions de formation et de centres de recherche (Reuff *et al.*, 2024). Plus important encore est le fait que l'alliance agroécologique actuelle a pu s'appuyer sur quelque chose qui, en réalité, existait déjà. Comme dans plusieurs autres pays du monde, de nombreux agriculteurs burkinabè sont porteurs de savoirs agricoles traditionnels qui, reposant sur des principes écologiques, présentent une forte affinité avec l'agroécologie. Là encore, cela s'est manifesté pour la première fois dans les années 1980, lorsque, avec le soutien de diverses ONG, plusieurs communautés rurales situées dans le nord du pays ont commencé à intégrer avec succès des connaissances modernes et traditionnelles afin d'améliorer les systèmes agricoles locaux (Reij *et al.*, 2009).

À partir de ces premières expériences, l'agroécologie a pu démontrer son potentiel à de nombreuses reprises. Les résultats ont été encourageants. La reconfiguration des agroécosystèmes au moyen de pratiques telles que l'agroforesterie, l'intégration agriculture-élevage, l'association des cultures, les rotations et les stratégies de conservation des sols et de l'eau — largement fondées sur des techniques traditionnelles telles que le *zai* et les *demi-lunes* — a permis de restaurer des milliers d'hectares de terres dégradées tout en augmentant la biodiversité des systèmes, en améliorant le cycle des nutriments et en optimisant l'utilisation des ressources naturelles (Nyamekeye *et al.*, 2018 ; Reij *et al.*, 2009).

Tout cela ne permet pas de considérer l'agroécologie comme une sorte de panacée grâce à laquelle le Burkina Faso pourrait résoudre tous ses problèmes. Néanmoins, le fait que de nombreuses initiatives agroécologiques aient permis aux petits agriculteurs locaux d'accroître et de diversifier leur production, tout en bénéficiant de systèmes agricoles plus résilients et de services écosystémiques importants, laisse penser que l'agroécologie pourrait effectivement s'adapter au contexte burkinabè. Si tel était le cas, il y aurait de bonnes raisons de penser que l'agroécologie pourrait contribuer à améliorer la situation du pays d'au moins deux manières. Premièrement, une application efficace des principes agroécologiques pourrait permettre d'accroître, de diversifier et de stabiliser la production alimentaire dans les zones où les besoins sont les plus importants, en recourant à des stratégies respectueuses de l'environnement et capables d'optimiser l'utilisation des ressources, améliorant ainsi la sécurité alimentaire et la résilience des communautés locales tout en réduisant l'impact environnemental des activités agricoles et la forte dépendance aux importations alimentaires. Deuxièmement, la diffusion de l'agroécologie pourrait ouvrir la voie à l'élaboration de stratégies nationales davantage en phase avec les conditions environnementales, économiques et sociales du terrain et contribuer ainsi à réduire l'écart entre les politiques publiques et les besoins locaux. Autrement dit, sans constituer une solution miracle capable de résoudre tous les problèmes, l'agroécologie pourrait aider le Burkina Faso à surmonter certaines des grandes difficultés et des contradictions structurelles qui affectent son secteur agricole. Il semble donc possible d'affirmer que, à bien des égards, l'agroécologie pourrait effectivement représenter un instrument pertinent pour permettre au Burkina Faso de progresser vers une agriculture durable et une sécurité alimentaire renforcée.

Conclusions

À l'heure actuelle, les sociétés humaines sont confrontées à des défis mondiaux majeurs. Parmi eux, la faim et la dégradation de l'environnement apparaissent particulièrement préoccupantes en raison de leur ampleur et de la difficulté qu'il y a à y répondre. Si ces phénomènes touchent l'ensemble des régions du monde, leurs effets se font sentir de manière plus aiguë dans les pays en développement. Le continent africain en offre une illustration particulièrement nette. Les pays africains abritent près de la moitié des 700 millions de personnes souffrant de la faim dans le monde et un peu moins de la moitié des 2,3 milliards d'individus vivant en situation d'insécurité alimentaire (FAO *et al.*, 2025). Dans le même temps, nombre d'entre eux restent confrontés à des fragilités structurelles qui les rendent particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique et de la dégradation environnementale.

Dans ce contexte, l'agriculture occupe une place centrale. Par sa capacité à produire des denrées alimentaires et à influencer l'équilibre entre systèmes humains et systèmes naturels, elle pourrait contribuer de manière décisive à relever ces défis. Or, le modèle agricole dominant apparaît aujourd'hui largement inadapté pour exploiter pleinement ce potentiel. Dans un contexte où la nécessité d'une transformation profonde gagne en visibilité, la diffusion progressive d'approches alternatives constitue dès lors un signal encourageant.

Bibliographie

- Abouka A. *et al.* 2019. *When rising temperatures don't lead to rising tempers. Climate and insecurity in Niger*. Working paper, Overseas Development Institute.
- Altieri M.A. 2002. « Agroecology: the science of natural resource management for poor farmers in marginal environments ». *Agriculture, Ecosystems and Environment*, 93(1-3) : 1-24.
- Altieri M.A., Nicholls C.I. 2020. « Agroecology: Challenges and opportunities for farming in the Anthropocene ». *International Journal of Agriculture and Natural Resources*, 47(3) : 204-215.
- Altieri M.A. *et al.* 2015. « Agroecology and the design of climate change-resilient farming systems ». *Agronomy for Sustainable Development*, 35 : 869-890.
- Burkina Faso. 2021. *Plan National de Développement Économique et Social (PNDES 2), 2021-2025*. République du Burkina Faso.
- Burkina Faso. 2004. *Stratégie de Développement Rural*. République du Burkina Faso.
- Burkina Faso. 2023. *Stratégie nationale de développement de l'agroécologie (SND-AE), 2023-2027*. Ministère de l'Agriculture, des Ressources Animales et Halieutiques.
- Campbell B.M. *et al.* 2017. « Agriculture production as a major driver of the Earth system exceeding planetary boundaries ». *Ecology and Society*, 22(4).
- Cepero O.P. *et al.* 2021. *Climate Change, Development and Security in the Central Sahel*. Report, CASCADES.

- De Schutter O. 2011. *Promotion and protection of all human rights, civil, political, economic, social, and cultural rights, including the right to development*. Report submitted by the Special Rapporteur on the right to food at the 16th Session of the United Nations Human Rights Council [A/HRC/16/49].
- De Schutter O. 2017. « The political economy of food systems reform ». *European Review of Agricultural Economics*, 44(4) : 705–731.
- Derra S. 2019. *Les politiques publiques en matière de sécurité alimentaire dans les pays du Sahel*. Inter-Réseaux et IRPAD.
- FAO. 1996. *Rome Declaration on World Food Security and World Food Summit Plan of Action: World Food Summit, 13-17 November 1996, Rome, Italy*. FAO.
- FAO. 2003. *World agriculture towards 2015/2030. An FAO perspective*. FAO.
- FAO. 2025. *World Food and Agriculture – Statistical Yearbook 2005*. FAO.
- FAO, IFAD, UNICEF, WFP, WHO. 2025. *The State of Food Security and Nutrition in the World 2025. Addressing high food price inflation for food security and nutrition*.
- FEWS NET. 2025. *Burkina Faso - Food Security Outlook: Food consumption gaps persist in areas facing significant security challenges, October 2025 - May 2026*. Famine Early Warning Systems Network, <https://fews.net/west-africa/burkina-faso/food-security-outlook/october-2025>.
- Gliessman S. 2018. « Defining Agroecology ». *Agroecology and Sustainable Food Systems*, 42(6) : 599-600.
- Gliessman S. 2016. « Transforming food systems with agroecology. *Agroecology and Sustainable Food Systems* », 40(3) : 187-189.
- Hecht S.B. 1996. « The Evolution of Agroecological Thought ». In M. Altieri (Ed.), *Agroecology. The Science of Sustainable Agriculture*. CRC Press: 1-20.
- Holt-Giménez E., Altieri M.A. 2012. « Agroecology, Food Sovereignty and the New Green Revolution ». *Journal of Sustainable Agriculture*, 37(1) : 90-102.
- IPES-Food. 2020. *The added value(s) of agroecology: Unlocking the potential for transition in West Africa*. International Panel of Experts on Sustainable Food Systems.
- Milhorance C. et al. 2025. *Intégration de l'agroécologie dans les politiques publiques du Burkina Faso*. CIRAD. Agricultural Research for Development.
- Pretty J.N. 2008. « Agricultural sustainability: concepts, principles and evidence ». *Philosophical Transactions B of the Royal Society*, 363(1491) : 447-65.
- Reij C., Tappan G., Smale M. 2009. « Re-Greening the Sahel. Farmer-led innovation in Burkina Faso and Niger ». In D.J. Spielman, R. Pandya-Lorch, *Millions fed: Proven successes in agricultural development*. International Food Policy Research Institute: 53-58
- Reuff M. et al. 2024. *L'agroécologie au Burkina Faso: Acteurs, Dynamiques territoriales et Perspectives. Cas des communes de Léna, Béréba, Korsimoro, Nagréongo, et Arbollé*. CIRAD. Agricultural Research for Development.
- Sumberg J., Giller K.E. 2022. « What is 'conventional agriculture' ». *Global Food Security*, 32: 10617.
- Tapsoba P.K. et al. 2020. « Sociotechnical Context and Agroecological Transition for Smallholder Farms in Benin and Burkina Faso ». *Agronomy*, 10(9) : 10091447.

- UN. 2015. *Transforming Our World. The 2030 Agenda for Sustainable Development*. Resolution adopted by the United Nations General Assembly [A/RES/70/1].
- Yeboua K. 2025. *Burkina Faso: Current Path*. ISS African Futures, <https://futures.issafrica.org/geographic/countries/burkina-faso/>.
- Wezel A. *et al.* 2020. « Agroecological principles and elements and their implications for transitioning to sustainable food systems. A review ». *Agronomy for Sustainable Development*, 40(40) : 1-13.
- Wezel A. *et al.* 2015. « The blurred boundaries of ecological, sustainable and agroecological intensification ». *Agronomy for Sustainable Development*, 35(4) : 1283-1295.
- Wezel A. *et al.* 2009. « Agroecology as a science, a movement and a practice. A review ». *Agronomy for Sustainable Development*, 29(4) : 503-515.
- Winders B. 2011. « The Food Crisis and the Deregulation of Agriculture ». *The Brown Journal of World Affairs*, 18(1) : 83-95.